

Les parlementaires de l'Assemblée nationale et le cynisme envers la politique

Entre la réalité politique et l'utopie démocratique

Samuel Morissette

Boursier stagiaire 2012-2013

Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Assemblée nationale du Québec

13 mai 2013

RÉSUMÉ

Cet essai a pour but de dresser un large diagnostic des facteurs structurels qui encouragent la perpétuation du cynisme des citoyens envers la politique. Ce phénomène afflige la plupart des démocraties occidentales et constitue un enjeu d'importance, puisque la relation de confiance entre les élus et les citoyens est à la base de la légitimité politique. Selon un sondage fait par Angus Reid pour *La Presse* en 2010, c'est environ la moitié des citoyens québécois qui se déclarent cyniques.

Le cynisme envers la politique est causé par une multitude de facteurs qui interagissent entre eux dans une dynamique complexe. Les acteurs politiques usent de pratiques qui nuisent à une perception positive des citoyens à leur égard : l'utilisation à outrance des stratégies de marketing politique, la politique négative et la surenchère électorale. Par ailleurs, la couverture médiatique de la politique est essentiellement négative et sensationnaliste. L'analyse des faits et gestes des politiciens par les médias est trop axée sur la stratégie de ces derniers, ce qui conduit les citoyens à penser que leurs élus sont seulement motivés par leurs intérêts personnels. Enfin, la prépondérance de l'individualisme et le niveau de compétences civiques des Québécois font en sorte qu'il est plus difficile pour eux réaliser les contraintes s'exerçant sur les politiciens et la difficulté pour eux d'en arriver à des compromis. Ils ont également tendance à généraliser le manque d'éthique de certains élus à l'ensemble des politiciens.

REMERCIEMENTS

Derrière les pages de mon essai se dissimule l'aide de nombreuses personnes. Les conseils de Christian Blais, historien de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, ont été judicieux. Les commentaires adressés par mes collègues, David Searle, Rébecca Morency, Gabriel Coulombe et Gabrielle Angers-Gosselin, ont grandement nourri ma réflexion. Je tiens à souligner la générosité des personnes ayant accepté mon entrevue : Gérard Deltell, Bernard Drainville, Gilbert Lavoie, Sylvain Pagé et Christine St-Pierre. La contribution de Claudette Robillard, ma bibliothécaire, a été essentielle pour constituer ma bibliographie et pour me guider dans mes recherches. Merci à Claire Dumais-Faber de nous avoir accompagné et appuyé durant l'ensemble du processus de rédaction. Finalement, je remercie le comité de lecture, composé de Christian Blais, Magali Paquin et Alexandre Régimbal, dont les critiques ont permis d'améliorer mon essai de manière substantielle.

TABLES DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION..... | 5 |
| 1. LES ÉLECTIONS ET LA RÉÉLECTION | 11 |
| 1.1. <i>L'utilisation démesurée du marketing politique</i> | 12 |
| 1.2. <i>La politique négative</i> | 14 |
| 1.3. <i>La surenchère électorale</i> | 16 |
| 2. LE FILTRE MÉDIATIQUE..... | 19 |
| 2.1. <i>La couverture négative et sensationnaliste de la politique</i> | 20 |
| 2.2. <i>L'interprétation stratégique</i> | 23 |
| 3. LES CITOYENS ET LEUR PERCEPTION DE LA POLITIQUE | 28 |
| 3.1. <i>Le caractère individualiste de la citoyenneté démocratique moderne</i> | 29 |
| 3.2. <i>La capacité d'appréciation des choix politiques</i> | 32 |
| 3.3. <i>La généralisation hâtive du manque d'éthique de certains élus à l'ensemble de la classe politique</i> | 35 |
| CONCLUSION | 37 |
| BIBLIOGRAPHIE | 39 |

INTRODUCTION

La crise de confiance qui sévit dans la plupart des démocraties occidentales modernes est un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre, particulièrement lors des dernières années. Dans un ouvrage récent, Bilakovics (2012) porte son attention sur le paradoxe qui existe entre le principe et la pratique de la démocratie. Tous les acteurs sociaux et politiques se réclament du principe de la démocratie et personne ne le remet en question. Elle est liée de très près aux autres principes qui définissent les sociétés occidentales modernes, tels que l'égalité, la liberté, la justice, les droits humains ou la primauté du droit. D'un autre côté, on semble observer un dédain généralisé envers la pratique de la démocratie et plus précisément envers la politique. En constatant l'ampleur du paradoxe démocratique, Bilakovics avance que le cynisme politique est devenu un « élément constitutif » de la vie démocratique moderne et se demande donc de quelle manière la démocratie a fini par présenter les caractéristiques d'une « utopie ».

Quel est l'état de la situation au Québec? Dans un sondage effectué par Angus Reid pour *La Presse* en 2010, c'est 47 % des répondants qui se considéraient comme des électeurs désabusés ou cyniques. Cette situation est préoccupante. En effet, la confiance des électeurs envers leurs élus est primordiale puisque c'est en grande partie là-dessus que se fonde la légitimité politique. C'est la raison pour laquelle il est important de bien comprendre les causes de ce phénomène. Comment expliquer le cynisme des citoyens envers la politique? Quels sont les éléments qui y contribuent et à quelles catégories d'acteurs peut-on les relier?

La littérature portant sur l'identification des facteurs à l'origine du cynisme envers la politique est extrêmement riche. Cependant, les travaux portent généralement sur un élément précis. Pour cette raison, il est plus difficile d'en arriver à une compréhension globale de la situation. Pourtant, le cynisme envers la politique est le résultat d'une dynamique complexe entre une série de processus liés aux actions de trois types

d'acteurs : les acteurs politiques¹, les médias et les citoyens. Le but de mon essai sera donc de dresser le diagnostic le plus vaste possible des causes du cynisme des Québécois envers les députés de l'Assemblée nationale.

Une revue de la littérature m'a permis d'identifier les principaux facteurs structurels contribuant au cynisme envers la politique, que j'ai déclinés selon le type d'acteur auquel ils étaient liés. Ce que j'entends par structurel, c'est que ces facteurs font partie de l'environnement politique plutôt que d'être liés à une conjoncture médiatique. Un scandale éthique peut affecter la confiance des citoyens et une crise économique peut accentuer leur insatisfaction envers le gouvernement. Ces événements peuvent avoir un effet sur le cynisme des citoyens envers leurs élus mais ils n'ont qu'un effet limité dans le temps.

J'ai réalisé des entrevues semi-dirigées auprès de cinq personnes. Dans un premier lieu, j'ai identifié un député pour chacun des trois principaux partis représentés à l'Assemblée nationale ayant été journaliste avant de se lancer en politique : Gérard Deltell, Bernard Drainville et Christine St-Pierre. Ce critère me semblait important puisque d'une manière générale, ce sont, ou bien les politiciens, ou bien les médias, qui sont soupçonnés d'utiliser des pratiques ou d'adopter des comportements qui peuvent contribuer au cynisme. Étant donné que mes répondants ont occupé des fonctions journalistiques avant de devenir parlementaires, ils présentaient la potentialité d'avoir davantage de recul ou une plus grande capacité d'introspection que les autres. J'ai répété l'exercice contraire afin de trouver des journalistes ayant déjà travaillé au sein du milieu politique. Cependant, de passer au journalisme après avoir été en politique est un phénomène rare. À ma connaissance, le seul cas existant à Québec est Gilbert Lavoie, journaliste au *Soleil*, qui a été secrétaire de presse du premier ministre Brian Mulroney, entre 1989 et 1992. Pour compléter mon échantillon de répondants, j'ai choisi le député de Labelle, Sylvain Pagé. Il a beaucoup réfléchi aux enjeux entourant le cynisme politique et a identifié plusieurs réformes qui pourraient être mises en place pour corriger la situation en

¹ Il est à noter que lorsque nous parlons des acteurs politiques, nous faisons référence aux députés de l'Assemblée nationale et aux partis politiques qui y sont représentés. Les propos de cet essai ne s'appliquent pas nécessairement aux élus municipaux ou fédéraux.

rédigeant son *Manifeste pour une nouvelle culture politique*. M. Pagé organise régulièrement des assemblées citoyennes dans sa circonscription. Il m'apparaissait être un répondant dont les réponses par rapport aux causes du cynisme pourraient refléter celles des citoyens. Lors des entrevues, je demandais aux répondants à qui on pouvait attribuer la responsabilité principale du cynisme. Selon les réponses qu'ils me donnaient, je relançais la discussion en confrontant leurs éléments de réponses par rapport aux facteurs structurels que j'avais préalablement identifiés.

Mon essai comporte un certain nombre de limites. Ma volonté de ratisser large fait en sorte que je peux seulement survoler les facteurs que j'identifie, alors que chacun d'eux pris isolément aurait pu faire l'objet d'un travail séparé. Par ailleurs, je n'ai pas la prétention d'avoir dressé un portrait exhaustif des causes entraînant ce phénomène. Je me suis concentré sur les facteurs structurels liés aux acteurs que j'ai identifiés, plutôt que de considérer les effets du fonctionnement de certaines dimensions des institutions publiques, par exemple, le mode de scrutin uninominal à un tour. Les intervenants que j'ai choisis ne constituent pas un échantillon représentatif et le peu d'entrevues que j'ai réalisées ne me permet pas d'en tirer des conclusions générales. Finalement, il fut difficile d'isoler les différentes causes qui contribuent à la perpétuation du cynisme envers la politique. Elles s'entremêlent et s'influencent mutuellement dans une dynamique complexe. Ce fut par moments un défi de rapporter de manière fidèle cette réalité. Néanmoins, mon essai permet une compréhension plus globale du phénomène.

Il est important pour définir le cynisme d'insérer ce phénomène dans un cadre conceptuel. Il existe un écart important entre les définitions qu'on trouve dans les dictionnaires et l'usage qu'on en fait dans la sphère publique ou dans la littérature scientifique. Dans la sphère publique, ce que l'on entend par cynisme politique, c'est le désabusement, le désintérêt, la perte de confiance, la méfiance, le désillusionnement ou la morosité du citoyen envers la politique. Au regard des définitions se retrouvant dans la littérature, deux points peuvent être identifiés en tant qu'éléments cadres du cynisme : le manque de confiance envers les politiciens et une insatisfaction par rapport au processus démocratique. Par ailleurs, l'électeur cynique apparaît comme étant extrêmement

pessimiste quant aux possibilités que la politique, telle qu'elle s'exerce présentement, s'améliore. Ce dernier élément est important, notamment pour faire la différence entre les citoyens cyniques et les citoyens critiques. En effet, les citoyens critiques peuvent manquer de confiance envers les politiciens et être insatisfaits du processus démocratique. Par exemple, je pense que ces deux caractéristiques étaient partagées par une grande partie des manifestants lors de la grève étudiante du printemps 2012. Néanmoins, ils estimaient que par leur action politique, ils avaient le pouvoir de changer les choses. Au contraire, ce qui caractérise les cyniques, c'est leur manque d'optimisme quant aux possibilités que la situation s'améliore. Cela fait en sorte que leur apathie à l'égard de la politique est plus élevée. Aux fins de cet essai, je propose donc la définition suivante du cynisme envers la politique :

Le cynisme envers la politique, c'est la perte de confiance envers les acteurs politiques et la perception négative qu'ils entretiennent à l'égard du processus démocratique et du fonctionnement des institutions publiques, problèmes pour lesquels aucune amélioration n'est entrevue.

La perte de confiance envers les politiciens est probablement la variable la plus déterminante du cynisme politique. Dans un sondage effectué par Angus Reid pour *La Presse* en 2010, environ quatre répondants sur cinq estiment que les politiciens sont malhonnêtes et 69 % d'entre eux pensent que les politiciens ne recherchent pas l'intérêt de la population (Gagnon, 2010). Ces statistiques sont corroborées par un sondage réalisé conjointement par la *Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires* et la firme CROP. Ce sondage nous indique que la confiance a baissé depuis un sondage similaire effectué en 2008. Le pourcentage de répondants se disant en désaccord avec l'affirmation voulant que la plupart du temps, les gens du gouvernement feront ce qui est juste, est passé de 49 % en 2008 à 68 % en 2011 (CROP, 2011).

Une insatisfaction désormais chronique envers le processus démocratique constitue une autre dimension du cynisme politique. En ce qui concerne cette deuxième dimension, le sondage de CROP nous indique que les résultats se sont aussi détériorés à cet égard

depuis 2008, de telle sorte que la part des citoyens se disant insatisfaits de la démocratie au Québec est passée de 32 % en 2008 à 47 % en 2011 (CROP, 2011).

Il est essentiel d'ajouter une dimension qui était absente des définitions trouvées dans la littérature existante. Tel que mentionné plus haut, lorsque l'on discute de cynisme politique dans la sphère publique, il en ressort toujours un pessimisme quant aux possibilités que la politique s'améliore. On dit que c'est toujours du pareil au même et que rien ne change. C'est la raison invoquée par 61 % des répondants dans le sondage d'Angus Reid pour *La Presse* afin d'expliquer leur cynisme (Gagnon, 2010). Dans le même sondage, le pourcentage des répondants se disant optimistes est de seulement 9 %. Dans une étude de Lachapelle et Tremblay (1996), 55 % des répondants d'un sondage effectué en 1993 affirmaient qu'il était impossible de changer la façon de gouverner (Cloutier et Venne, 1999).

Dans la prochaine partie, nous déterminerons les facteurs structurels qui contribuent au cynisme envers la politique en les divisant selon les trois catégories d'acteurs que nous avons identifiées. En ce qui concerne les acteurs politiques, nous verrons de quelle manière l'utilisation à outrance du marketing politique a contribué à développer des usages qui nuisent à la santé démocratique : le clientélisme, la personnalisation de la communication politique et la mise en scène des activités politiques. Par la suite, nous expliquerons de quelle manière la pratique de la politique négative et la formulation de promesses irréalistes peuvent permettre à certains de réaliser des gains à court terme mais à la longue, c'est l'ensemble de la classe politique qui est affectée par les répercussions de ces pratiques.

Par rapport aux médias, nous analyserons la nature de leur couverture de la politique. Nous constaterons que d'une manière générale, celle-ci est négative et sensationnaliste, ce qui crée un écart indu entre la réalité politique et l'offre médiatique. Nous porterons par ailleurs notre attention sur le cadre d'analyse que les journalistes et les analystes politiques préfèrent, celui de l'interprétation stratégique, qui conduit le citoyen à penser que les acteurs ne sont motivés que par un seul et unique objectif : leur élection ou leur

réélection. Pour terminer cette section, nous verrons que ce sont les conditions de travail des journalistes, la forte concurrence entre les médias ainsi que les caractéristiques de la demande médiatique qui expliquent la manière dont les informations politiques sont filtrées à travers les médias.

En ce qui concerne les citoyens, nous expliquerons comment la prédominance de l'individualisme et l'affaiblissement des liens collectifs font d'eux des clients plutôt difficiles à satisfaire. Nous illustrerons également comment l'amélioration des habitudes d'information des Québécois leur permettrait d'apprécier davantage les choix effectués par les acteurs politiques. Finalement, nous ferons état de la tendance qu'ont les citoyens à généraliser le manque d'éthique de certains élus à l'ensemble des politiciens.

1. LES ÉLECTIONS ET LA RÉÉLECTION

Les répondants des entrevues réalisées ont été unanimes lorsque je leur ai demandé à qui l'on devait imputer la plus grande part de responsabilités en ce qui a trait à l'état de cynisme actuel. Selon Gérard Deltell : « Les politiciens sont d'abord et avant tout artisans de leurs bonheurs ou de leurs malheurs ». En parlant des constats auxquels il est arrivé dans son *Manifeste pour une nouvelle culture politique*, Sylvain Pagé estime que bien que la responsabilité soit partagée, c'est d'abord et avant tout les politiciens qui doivent modifier leur comportement :

Je suis parfaitement conscient qu'il y a un cynisme qui est entretenu par certains médias, pas par tout le monde, et il y a une responsabilité citoyenne également, mais c'est toujours trop facile de mettre la faute sur les autres avant de faire son propre ménage et c'est pour ça que moi je me suis plutôt attardé à dire : qu'est-ce que l'on fait qui contribue à entretenir le cynisme [...] puis comment pouvons-nous essayer de nous prémunir par rapport à ces comportements?

La plus grande qualité et le plus grand défaut des politiciens, c'est qu'ils ont à se faire élire. Ils doivent constamment travailler à leur élection ou à leur réélection, le cas échéant. Bien que cela puisse faire l'objet de critiques, il faut bien avouer que c'est dans la nature même de la politique. Même le politicien le plus vertueux du monde se doit de se faire élire s'il désire mettre en œuvre les principes faisant l'objet de son engagement politique. Le problème, c'est que pour y arriver, il arrive que les politiciens utilisent des stratégies qui peuvent être pernicieuses pour la santé de la démocratie. Elles leur permettent de réaliser des gains à court terme, qui peuvent favoriser leur élection. Cependant, leurs conséquences à long terme contribuent au cynisme des citoyens envers la politique. Parmi ces stratégies, on retrouve l'utilisation démesurée du marketing politique, la politique négative et la surenchère électorale.

1.1. *L'utilisation démesurée du marketing politique*

À partir des années 1950, on commença à appliquer à la politique un certain nombre de méthodes qui avaient été conçues initialement dans le but de commercialiser des produits (Maarek, 2008). Cette manière de faire débuta aux États-Unis mais, petit à petit, elle devint la référence pour faire de la politique dans toutes les démocraties occidentales, jusqu'à devenir une pratique incontournable. Cela fait en sorte qu'aujourd'hui, les firmes de communications occupent une place déterminante dans la communication politique des partis. Je ne m'attarderai pas à effectuer la démonstration des changements opérés par le marketing politique sur la nature de la communication politique. Je m'intéresserai plutôt aux répercussions du marketing politique sur le cynisme : le clientélisme, la personnalisation de la communication politique et la mise en scène des activités politiques.

Selon le dictionnaire *Larousse*, le clientélisme est le « fait pour un homme ou un parti de s'appuyer sur des clientèles pour augmenter son pouvoir politique ». Lors d'une campagne électorale par exemple, le marketing politique ne sert pas seulement à présenter le message plus efficacement, il sert au développement de la stratégie en identifiant les clientèles cibles, telles que la classe moyenne, qui fourniront au parti les appuis nécessaires pour obtenir le pouvoir ou pour améliorer ses résultats électoraux : « On définit quelle est la clientèle qu'on veut aller chercher et on lui fait des promesses qu'on espère pouvoir réaliser une fois au pouvoir » (Gilbert Lavoie).

Ainsi, le marketing politique est bien plus qu'une stratégie communicationnelle, il joue un rôle décisif dans la définition des mesures qui sont proposées aux électeurs, ainsi que dans les décisions prises par les acteurs politiques (Maarek, 2008). L'omniprésence des sondages dans la société et l'importance qui leur est accordée contribuent également à cette situation. Le problème, c'est que le ciblage des clientèles par un parti ne s'effectue pas toujours de manière subtile. Lorsque les journalistes décodent les stratégies qui se cachent derrière certaines mesures proposées par les partis et en font état aux citoyens, les acteurs politiques sont dès lors perçus comme des opportunistes dont les choix ne sont

pas effectués en fonction du bien-être de la population, mais plutôt en vue d'assurer leur élection (Lilleker et Lees-Marshment, 2005 : 216-217). Cette situation est accentuée par la prépondérance de l'interprétation stratégique des événements politiques par les médias, point qui sera discuté plus loin.

Par ailleurs, le clientélisme mène à la dépolitisation de la vie politique (Maarek, 2008). En effet, les élections se gagnent en grande partie par l'obtention de l'appui des indécis. Ces derniers sont donc identifiés comme étant une clientèle cible prioritaire pour les partis, du moins par ceux qui sont les plus près du pouvoir. Or, les indécis tendent à ne pas avoir d'intérêt marqué pour la politique, ce qui oblige les acteurs politiques à grandement simplifier le message qu'ils tentent de communiquer aux électeurs. Certains citoyens pourraient considérer cette pratique comme un nivellement par le bas du débat politique. Il est probable que cela contribue au cynisme, puisque dans le sondage d'Angus Reid pour *La Presse*, 48 % des répondants qui se disaient cyniques évoquaient le manque d'idées des politiciens pour expliquer leur condition (Gagnon, 2010).

La personnalisation de la communication politique constitue une autre conséquence du marketing politique qui contribue au cynisme (Maarek, 2008). Elle correspond au déséquilibre entre l'attention donnée aux enjeux politiques, par rapport à l'importance donnée à la personnalité des politiciens et à leur charisme, ou à leur manque de charisme, selon le cas. Les politiciens exagèrent leurs qualités et tentent de présenter une confiance démesurée par rapport aux mesures qu'ils proposent. En même temps, ils amplifient de manière indue les défauts ou les lacunes de leurs adversaires (Taylor, 2012 : 690).

Il semble que la personnalisation de la communication est accentuée par l'écoute de la télévision. Une étude réalisée aux États-Unis a permis de démontrer que lors de la campagne américaine de 1996, « [plus] les répondants regardaient la télévision, plus ils avaient tendance à parler de la personnalité et du caractère des candidats plutôt que des positions de ces derniers sur les questions du jour » (Milner, 2004 : 156). Cet aspect est important puisque nous verrons plus loin que l'on observe une corrélation négative entre l'écoute de la télévision par rapport au développement des connaissances politiques.

Outre le peu d'attention accordée aux enjeux, le danger de la personnalisation est d'accentuer la déception des citoyens par rapport aux élus. Après avoir placé des attentes démesurées sur l'élection d'un candidat, le désappointement devient très grand lorsque la réalité du pouvoir l'empêche de livrer la marchandise (Riddell, 2010 : 548). Comme le souligne Gilbert Lavoie :

Lorsque le politicien de l'opposition prend le pouvoir, constate la réalité des choses et doit agir à peu près de la même façon que le gouvernement précédent [...] tout le monde constate [...] qu'ils sont à peu près tous pareils et à ce moment là, il devient difficile de croire l'opposition ou le gouvernement.

Finalement, la mise en scène des événements politiques est une conséquence directe du marketing politique. L'importance de voir diffusées à la télévision des images avantageuses oblige les partis à scénariser les événements politiques, afin d'être en mesure de garder le contrôle sur ce qui est capté. Ainsi, les partis vont faire une annonce d'une mesure destinée à la petite enfance dans une garderie, où on va les filmer avec des enfants dans leurs bras. Ils vont s'exprimer à propos d'enjeux manufacturiers dans une usine, avec casque et lunettes sur la tête. Le but est de présenter des images évocatrices et percutantes pour le bulletin de nouvelles du soir. Cependant, même lorsque les journalistes acceptent de relayer ces mises en scène, les citoyens ne sont pas dupes. Le manque d'authenticité qui se dégage de ces extraits empêche le développement d'un lien de confiance entre eux et les politiciens.

1.2. *La politique négative*

Une autre tactique utilisée par les acteurs politiques pour réaliser des gains est la politique négative. Bien qu'elle constitue une facette du marketing politique, elle mérite d'être traitée dans une section séparée en raison de ses effets particulièrement toxiques sur le niveau de respect des politiciens entre eux, ce qui influe directement sur la perception de ces derniers par la population en général. Dans la littérature, on utilise surtout le concept de « campagne négative » (Brettschneider, 2008). Cependant, les manifestations de ce

phénomène débordent les rendez-vous électoraux et c'est pourquoi nous parlerons plutôt de politique négative.

La politique négative consiste, pour un acteur politique, à attaquer le programme ou la personnalité de ses adversaires au lieu de faire valoir les qualités de son propre programme et d'expliquer en quoi les mesures qu'il contient permettront de régler les enjeux d'importance pour les citoyens. Cela s'explique par le fait que les électeurs mémorisent plus facilement les messages négatifs que les messages positifs. Dès lors, il est bien plus efficace d'inviter les électeurs à voter contre l'adversaire politique que pour le programme défendu (Brettschneider, 2008). Bien que la politique négative soit constamment pratiquée, son utilisation est à son comble en période électorale, étant donné l'ampleur des enjeux et le rapprochement fatidique du jour de scrutin. Alors que ses effets sur la participation électorale sont incertains, ses conséquences sur le cynisme sont bien réelles.

Entre les élections, la politique négative se déplace à l'Assemblée nationale. C'est pendant les événements médiatisés qu'elle est utilisée, c'est-à-dire à la période de questions, lors des scrums ou des conférences de presse. Les partis d'opposition jouent leur rôle de contrôler l'action du gouvernement, mais d'une manière bien particulière. Généralement, on n'assiste pas à un contrôle efficace et constructif, mais bien à une opposition systématique et à une indignation de tous les instants, qui à la longue, dévoile son caractère quelque peu factice, ou à tout le moins démesuré. À toute fin pratique, les partis d'opposition sont quasiment contre n'importe quelle mesure proposée par le gouvernement. Or, la prépondérance accordée à la politique négative donne l'impression au citoyen que rien n'avance et que tout va mal :

Ce qui est tout-à-fait normal et correct, c'est que les gens opposent des idées différentes, mais il y a une différence entre [cela et] faire de la politique partisane, dans le sens péjoratif du terme, où au quotidien on va juste essayer de dénigrer l'autre [...]. On le sait, à la période de questions, on voit jusqu'à quel point à tous les jours l'objectif est bien plus de mal faire paraître l'autre que d'essayer de faire avancer tel dossier, tel sujet, telle préoccupation (Sylvain Pagé).

À la période des questions et des réponses orales, on observe que les attaques personnelles et les écarts de langage sont de mise. Christine St-Pierre et Sylvain Pagé ont tous les deux évoqué ces écarts de comportements comme faisant partie des causes contribuant au cynisme. Le contexte émotif de cette période bien spéciale des travaux parlementaires peut expliquer en partie cette situation, mais la plupart de ces attaques sont injustifiées et servent mal la classe politique :

C'est vrai que le rôle de l'opposition est de critiquer le gouvernement, mais je pense qu'on a poussé cet exercice là trop loin dans certains cas. Par exemple, quand les politiciens commencent à s'accuser d'être malhonnêtes, d'être menteurs, il y a eu abus [...] de ces accusations là de part et d'autre dans le jeu politique (Gilbert Lavoie).

Il est à noter que lors des événements qui ne sont pas médiatisés, la situation est toute autre. Par exemple, lors du travail en commission parlementaire, il y a généralement un niveau de déférence élevé entre les députés et le climat est favorable à la collaboration. Selon Gérard Deltell et Sylvain Pagé, les citoyens apprécient beaucoup lorsque les députés et les partis politiques collaborent entre eux et cela contribuerait à prévenir le cynisme. Au contraire, à trop vouloir se dénigrer mutuellement sous l'œil des caméras, les acteurs politiques donnent l'impression aux citoyens que les politiciens sont de piètre qualité. Au final, c'est l'ensemble de la classe politique qui est mal perçue par les citoyens.

1.3. *La surenchère électorale*

La non réalisation des promesses électorales, qu'elle soit perçue ou réelle, fait partie des principaux reproches adressés par les citoyens aux politiciens. Même ces derniers semblent d'accord avec cette critique. C'est l'un des constats effectués par Boisvert (2009) dans une enquête auprès de 31 élus ou ex-élus, dont 17 ministres et 14 députés n'ayant jamais été ministres. Plus précisément, Boisvert affirme que les répondants « sont nombreux à juger que la surenchère de promesses électorales n'aide pas du tout à

renforcer la crédibilité [de] la fonction politique. Ces promesses impossibles à tenir ne font qu'alimenter les déceptions et les frustrations des gens à l'égard du milieu » (2009 : 22).

Selon Flinders, ce serait la nature même du fonctionnement de la politique qui encouragerait les politiciens à promettre plus que la réalité leur permet de livrer (2010 : 315). On s'engage à respecter les standards les plus élevés en matière d'éthique et à mettre en place une offre de services publics qui dépasse de loin les ressources disponibles. La grande majorité des partis politiques le font car cela est perçu comme étant une nécessité pour être élu : il faut promettre au moins autant que l'adversaire. Christine St-Pierre a longuement évoqué le phénomène de la surenchère électorale pour expliquer le niveau actuel de cynisme envers la politique. Selon elle, les médias et les électeurs joueraient également un rôle dans cette surenchère électorale : « les journalistes veulent des feux d'artifice, les gens veulent des feux d'artifice [...] puis les partis politiques se sentent obligés de le faire [et] après ça ils ne sont pas capable de livrer ». D'une manière ou d'une autre, l'écart créé entre ce qui est attendu et ce qui peut être mis en œuvre est immense. Lorsque les citoyens jugent des résultats obtenus par rapport aux énormes attentes qu'ils avaient, cela génère de l'insatisfaction et vient une fois de plus empêcher l'établissement d'un lien de confiance durable avec leurs élus (Flinders, 2010 : 315).

Un sondage publié après la campagne électorale de 1994 « révélait que 72 % des Québécois étaient convaincus que la majorité des promesses qu'on venait de leur faire ne seraient jamais tenues » (Paré, 1995 : 27). Dans les faits, les études portant sur la réalisation des engagements électoraux nous indiquent que la réalité s'est matérialisée d'une toute autre manière. En effet, entre 1994 et 2003, le Parti québécois a réalisé 75 % de ses engagements (Pétry et Collette, 2006 : 96). Alors qu'on pourrait penser que ces deux mandats n'étaient qu'une parenthèse, le Parti libéral du Québec est arrivé sensiblement aux mêmes résultats entre 2003 et 2007. Lors de cette période, il a respecté environ 70 % de ses engagements (Pétry, 2012 : 210).

Ces résultats vont certainement à l'encontre de la perception populaire en ce qui a trait à la réalisation par les partis politiques de leurs promesses. Cependant, comme l'indiquent Lilleker et Lees-Marshment (2005 : 216), ce n'est pas tant l'échec que la perception de l'échec qui augmente le cynisme de la population.

Il est intéressant d'observer un point commun entre de nombreux éléments contribuant au cynisme dont la responsabilité relève des acteurs politiques. Surtout en ce qui a trait à la politique négative et à la surenchère électorale, les acteurs politiques sont devant le dilemme du prisonnier (Guerrien). Collectivement, ils auraient avantage à coopérer en se mettant d'accord pour ne pas faire usage de ces pratiques. Dans ce cas, la politique se pratiquerait de manière beaucoup plus positive et les promesses électorales correspondraient davantage avec la réalité. Cependant, étant donné que ces stratégies permettent aux partis politiques de faire des gains à brève échéance, la tentation est forte pour les utiliser. Cela fait en sorte qu'à long terme, ils se retrouvent tous perdants, car leur utilisation contribue au cynisme des citoyens à leur égard.

2. LE FILTRE MÉDIATIQUE

Les médias servent de courroie de transmission de la communication entre les élus et les citoyens. L'immense majorité des informations politiques consommées par les citoyens, qui les amènent à constituer leur perception de la réalité politique, passent par le filtre médiatique. Dans une vaste enquête effectuée auprès de 56 députés et de 155 anciens parlementaires de l'Assemblée nationale, les auteurs ont constaté que les élus étaient très critiques de cette traduction de leurs messages par les médias :

63 % des répondants estiment que les médias ne favorisent pas les débats approfondis, 65 % sont d'accord pour dire que les médias sont en grande partie responsables du cynisme qui se manifeste envers les élus, 68 % estiment que les médias rendent mal compte de la complexité des enjeux auxquels font face les gouvernements et 81 % jugent que la couverture médiatique ne rend pas justice au travail des élus (Bastien et *al.*, 2011 : 65).

Bien que les parlementaires ne soient pas les intervenants qui soient les mieux positionnés pour juger de la qualité de la couverture médiatique de la politique, ces données nous indiquent tout de même que les critiques à l'égard des médias concernant les effets potentiels de la couverture médiatique sur le cynisme de certains citoyens ne sont peut-être pas sans fondement. Christine Saint-Pierre estime que le lien entre cynisme et médias n'est pas évident à établir, en raison de l'ampleur de l'offre médiatique aujourd'hui : « Je trouve qu'on a tellement de sources [...] d'information et tellement d'endroits où on peut aller chercher notre information, qu'on est capable d'aller puiser différents point de vues et [...] ce n'est pas tous les médias qui disent la même chose ».

En ce qui a trait à cette vaste offre médiatique et à sa croissance, Entman (1989) remarque que malgré « l'augmentation des véhicules d'information au cours des dernières décennies [cela s'est accompagné d'une] stagnation des connaissances factuelles à propos de la politique » (Nadeau et Giasson, 2003 : 8). Cette conjoncture nous amène à nous demander si d'une manière générale, les médias d'information

transmettent de manière effective les informations politiques aux citoyens et permettent de tenir de sains débats démocratiques dans la sphère publique.

En général, les critiques des médias par rapport au cynisme s'adressent principalement à la télévision (Bélanger et Nadeau, 2003), et surtout à la télévision commerciale (Milner, 2004 : 155, 166). Cependant, Newton (1999) estime que ce serait les médias de masse en général (imprimés et électroniques), plutôt que la télévision en particulier, qui contribueraient au cynisme, déplaçant ainsi le diagnostic « du véhicule (la télévision) vers le contenu (le journalisme politique) comme source du malaise médiatique » (Bélanger et Nadeau, 2003 : 4). Je ne considérerai pas la radio et les médias sociaux, en raison du nombre limité d'études portant sur leurs effets. Malgré la grande diversité de l'environnement médiatique, notamment entre les réseaux publics et privés, il est tout de même possible d'en arriver à des observations globales : la couverture médiatique de la politique est en grande partie négative et sensationnaliste, et l'interprétation stratégique du comportement et des décisions des acteurs politiques occupe une trop grande place.

2.1. *La couverture négative et sensationnaliste de la politique*

On reproche souvent aux politiciens leur langue de bois, leur manque de franchise ou leur tendance à déformer la réalité. Ces critiques ne sont pas toujours injustifiées. Cependant, il faut comprendre que les élus doivent naviguer dans un environnement médiatique qui est, disons-le, plutôt hostile à leur égard. Ils se doivent d'être extrêmement prudents, car lorsqu'ils parlent avec franchise, on utilise souvent leurs déclarations en dehors de leur contexte. Comme l'affirme le politicien Stéphane Dion : « [La presse] attache beaucoup d'importance aux petites phrases, aux écarts de langage, aux attaques personnelles, et il est rare qu'elle porte longuement attention aux questions de fond » (Paré, 1995 : 29). Les médias effectuent donc des choix dans le traitement de l'information qu'ils présentent aux citoyens. Entre autres, ils tendent à sélectionner des nouvelles qui sont négatives ou à saveur sensationnaliste. Cela fait en sorte que l'offre médiatique n'est pas toujours

représentative du travail des parlementaires et peut ainsi créer « un fossé entre l'information diffusée et la réalité politique » (Nadeau et Giasson, 2003 : 9).

En ce qui a trait aux nouvelles négatives, il ne s'agit pas d'affirmer qu'il est malsain dans un régime démocratique que les médias critiquent le gouvernement et fassent état de ses mauvais coups, bien au contraire. Pour que les citoyens jouent leur rôle de manière efficace, ils doivent être informés des problématiques entourant les enjeux sur lesquels ils doivent se positionner. Ce n'est pas non plus la nature du journalisme de rapporter la routine quotidienne. Il s'agit plutôt de rapporter les changements, les évolutions et les ruptures qui surviennent dans la sphère publique, et ceux-ci ont davantage de chances d'être négatifs que positifs. Ceci étant dit, il est tout de même important de souligner une évolution de la couverture médiatique qui tend vers un déséquilibre entre les bonnes et les mauvaises nouvelles. Au Royaume-Uni, durant les années soixante-dix, la proportion était de trois nouvelles positives pour une nouvelle négative. À partir des années 2000, la proportion s'était renversée et était désormais d'une nouvelle positive pour 18 nouvelles négatives (Flinders, 2010 : 320). Aux États-Unis, entre les années 1960 et les années 1990, les mauvaises nouvelles ont triplé (Nadeau et Giasson, 2003 : 6). Cette tendance fut également observée au Canada : « les nombreuses études [...] montrent un glissement progressif de la couverture des campagnes électorales au Canada, plutôt neutre ou positive dans les années 1960 et plus en plus négative par la suite » (Nadeau et Giasson, 2003 : 6).

Cette augmentation importante du déséquilibre équilibre entre les bonnes et les mauvaises nouvelles s'explique en bonne partie par l'évolution du journalisme. Entre 1910 et la fin des années 1950, le journalisme est plutôt « complaisant », c'est-à-dire que le traitement médiatique est à peu près conforme au discours des élites politiques (Côté, 2012 : 1). À partir des années 1960, on passe à un journalisme de surveillance, où les actions et les décisions des politiciens sont analysées de manière plus rigoureuse, période pendant laquelle le journalisme d'enquête est florissant (Côté, 2012 : 2). Depuis 1975, nous assisterions à « l'apparition progressive du journalisme de confrontation. Les

médias minent la légitimité des élus en noircissant leurs actions ; ils possèdent maintenant une influence certaine sur leurs prises de décision » (Côté, 2012 : 3).

Le fait que ce soit en grande partie le côté négatif des acteurs politiques qui soit présenté joue un rôle dans la perpétuation du cynisme des citoyens. En effet, comment les citoyens peuvent apprécier la politique, si la grande majorité du temps, ils en entendent parler en mal? À cet égard, l'exemple de la réalisation des promesses électorales est intéressant. Si une grande majorité des citoyens éprouve de la difficulté à imaginer que le pourcentage de réalisation des engagements électoraux se situe entre 70 % et 75 %, il est probable que ce soit en raison du penchant trop prononcé envers les nouvelles négatives. Bernard Drainville présume des conséquences que cela pourrait entraîner :

Ce n'est pas juste qu'il faut entretenir la foi envers la démocratie, c'est aussi [...] une question de santé psychologique pour une société. À un moment donné de ne parler que de ce qui va mal, ça finit par nous peser lourd, ça finit par créer du décrochage démocratique, ça finit par renforcer le cynisme, puis le cynisme engendre moins de participation démocratique, puis une participation démocratique plus faible affaiblit nos institutions.

Par ailleurs, les nouvelles sont trop axées sur le côté sensationnel de la chose politique, c'est-à-dire sur les écarts de langage, les gaffes, les scandales, etc. Un très bon exemple de cela est la grande attention médiatique accordée à la période des questions. Comme nous l'avons soulevé dans la première partie, elle est beaucoup axée sur le conflit et les attaques personnelles et n'est représentative des travaux parlementaires en général :

La période de questions c'est 45 minutes, trois fois par semaine et c'est ça qui génère la nouvelle. Les attaques face à l'autre, sur des idées essentiellement, quand les médias se font l'écho de ça, bien c'est évident qu'ils se font l'écho de ce qu'on pense être une chicane perpétuelle alors que le trois quart du temps on a d'excellentes relations entre parlementaires et on travaille à faire avancer les choses (Gérard Deltell).

Il faut comprendre que le comportement des parlementaires pendant la période de questions s'explique en partie par la grande attention médiatique qui lui est accordée, ainsi que par la nature sensationnaliste de la couverture. Les politiciens sont conscients que pour passer au bulletin de nouvelles du soir, il faut lancer une réplique percutante. Même si cette réplique manque de déférence envers un collègue ou même si elle ne constitue qu'une vérité partielle, c'est malheureusement le genre d'intervention qui sera relayée par les journalistes. Les élus doivent donc se plier à certaines exigences de la couverture médiatique pour faire parler d'eux. Cette dynamique ne permet pas aux politiciens de bien exprimer leur pensée et laisse les citoyens avec l'impression qu'ils ne font que se chicaner.

Étant donné qu'une partie importante des nouvelles consommées par les citoyens sont des nouvelles négatives ou qui ne sont pas représentatives du travail parlementaire, cela peut contribuer à expliquer que bon nombre d'entre eux soient cyniques.

2.2. *L'interprétation stratégique*

Selon Patterson (1997), le journalisme était autrefois davantage basé sur les faits, alors qu'aujourd'hui, il est bien plus axé sur l'interprétation (Nadeau et Giasson, 2003 : 5). Nous avons vu plus haut de quelle manière la nature de la couverture médiatique contribuait à créer un décalage entre la réalité politique et ce qui était présenté au citoyen. Il existe une autre pratique journalistique qui conduit à ce même effet et qui contribue par le fait même au cynisme envers la politique : l'interprétation stratégique (De Vreese, 2008).

L'interprétation stratégique représente la tendance des journalistes et des analystes politiques à présenter les choix et les positions des acteurs politiques surtout en fonction de leurs intérêts partisans. Par exemple, on explique pourquoi un acteur politique propose une mesure donnée en mettant en évidence la ou les raisons qui lui permettraient d'obtenir l'appui d'une certaine catégorie d'électeurs. De ce fait, on ne rapporte pas

toujours la nouvelle au citoyen de sorte qu'il puisse se faire une opinion éclairée sur un enjeu important en présentant et en expliquant les positions des acteurs politiques. Au contraire, à force d'être fortement exposé à l'interprétation stratégique de la politique, il en vient plutôt à penser que les élus accordent davantage d'importance à leur siège et à leur parti qu'ils en accordent au bien-être des citoyens (Cappella et Jamieson, 1997).

De nombreuses métaphores et une partie du vocabulaire qu'utilisent les journalistes pour décrire la politique proviennent souvent des champs lexicaux du sport ou de la guerre, et pourraient être utilisés pour décrire une course automobile ou un combat de boxe : « il a asséné le coup fatal à son adversaire avec cette déclaration », « le parti traîne de l'arrière sur son principal adversaire depuis le débat des chefs » ou encore « avec les élections qui n'auront lieu que dans deux ans, le chef doit de se garder des munitions ». L'utilisation de telles images peut permettre de présenter rapidement une idée mais cela conduit les citoyens à penser que, comme les sportifs ou les guerriers, les politiciens n'ont qu'une seule et unique motivation, celle de vaincre les autres candidats ou les autres partis politiques (Cappella et Jamieson, 1997).

L'interprétation stratégique, en présentant les politiciens comme des égoïstes n'étant motivés que par leur élection ou leur réélection, contribue au cynisme : « Nothing is more likely to generate a sense of cynicism about party elites than the feeling that politicians are narrowly utilitarian and prepared to exploit their situations for partisan or personal gain » (Webb, 2005 : 641). Au contraire des nouvelles fondées sur l'interprétation stratégique, les nouvelles basées sur les enjeux pourraient avoir des effets vertueux. Ces dernières présentent la politique d'une manière plus noble, c'est-à-dire « comme un débat opposant des opinions divergentes à propos de ce qui sert le mieux l'intérêt public² » (Bateman, 1999, traduction libre : 2). Dans l'étude de Cappella et Jamieson (1997), les effets des deux types de nouvelles sur le cynisme étaient comparés. Or, les nouvelles axées sur les enjeux n'ont pas augmenté le cynisme des participants.

² « as a debate among divergent perspectives on what best serves the public good ».

Nadeau et *al.* (2008) ont analysé les reportages télédiffusés de la campagne électorale fédérale de 2000. Ils ont découvert que c'était seulement le quart de ceux-ci qui faisaient état des enjeux (Nadeau et Giasson, 2003 : 27). Ces résultats démontrent que l'offre médiatique pourrait certainement contribuer davantage à la tenue d'un sain débat démocratique. D'après Gérard Deltell, bien que les nouvelles axées sur les enjeux soient disponibles au sein de l'offre médiatique, comme dans les grands dossiers publiés dans les journaux de la fin de semaine ou dans les émissions d'affaires publiques, il pourrait en avoir davantage dans la couverture quotidienne des travaux parlementaires. Si les citoyens étaient mieux informés sur les enjeux, cela améliorerait grandement leur réflexion lorsque vient le moment de choisir le parti ou le candidat qui les représenteraient le mieux. Cela permettrait aux citoyens de mieux comprendre la complexité liée aux différents choix que doivent effectuer les acteurs politiques (Flinders, 2010 : 321). Ce faisant, cela pourrait améliorer le jugement des citoyens à leur égard.

De cette manière, le traitement médiatique de la politique se caractérise notamment par la tendance à la couverture de nouvelles négatives et spectaculaires, ainsi que par l'interprétation de celles-ci selon les motivations des acteurs politiques. Cela s'explique principalement par les conditions de travail des journalistes, par la forte concurrence entre les médias et par la nature de la demande médiatique.

Dans une vaste enquête effectuée auprès de journalistes québécois, Marcotte (2008 : 98) a découvert que ces derniers étaient préoccupés par l'impact des conditions de la pratique de leur métier sur la qualité de leur travail :

De manière quasiment unanime, ils réclament davantage de temps, car disent-ils, ils « n'ont pas le temps de réfléchir à ce qu'ils font ». « Ça va trop vite!, dit l'un d'eux. On n'a plus le temps d'obtenir des données précises en faisant des recherches; [on ne peut plus] prendre le temps de s'informer ». Le même journaliste ajoute : « la pression est forte [pour sortir l'information rapidement. Et] compte tenu des nouvelles technologies et de la pression, on est amenés à dire n'importe quoi et son contraire ».

Le manque de temps et la pression auxquels sont confrontés les journalistes peuvent expliquer leur tendance à mettre l'accent sur des nouvelles négatives, à saveur sensationnaliste ou présentées selon le cadre d'analyse de l'interprétation stratégique (Nadeau et Giasson, 2003 : 11 ; Cappella et Jamieson, 1997). Lorsque l'information en continu a fait son apparition au milieu des années 1990, la pression s'est accentuée davantage (Marcotte, 2008 : 89), particulièrement pour ce qui est des journalistes de la télévision (Marcotte, 2008 : 98). Il leur reste donc moins de temps pour se préparer à une intervention, pour effectuer des recherches ou pour élargir l'éventail de leurs sources. Cette exigence pour les journalistes d'exercer leur métier en réduisant le plus possible les coûts de production, s'explique également par la grande concurrence qui existe dans l'univers médiatique.

Selon Carper (1997), les objectifs de maximisation des profits par les entreprises médiatiques entreraient en contradiction avec le rôle que certains attendent des médias dans une société démocratique (Nadeau et Giasson, 2003 : 12). En effet, cela peut pousser les médias à privilégier la structuration de l'offre médiatique à la demande, au lieu de la construire selon ce qui « devrait » être présenté aux citoyens, pour que ceux-ci soient habilités à jouer leur rôle de manière efficace. Dans l'enquête de Marcotte (2009), le chercheur a constaté que ce dilemme se perpétuait dans la manière dont les journalistes, de manière individuelle, perçoivent leur rôle. Ceux-ci se retrouveraient sur un axe allant des « conservateurs » jusqu'aux « innovateurs ». Les conservateurs mettent davantage l'accent sur les « responsabilités sociales » du journalisme ainsi que sur le rôle qu'il a à jouer dans l'entretien de la « santé démocratique » de la société (Marcotte, 2008 : 21). De leur côté, les

innovateurs [...] acceptent mieux que les conservateurs les contraintes économiques liées au monde des médias : ils voient d'un bon œil qu'on cherche à augmenter le lectorat ou les cotes d'écoute [...] dans la mesure où cela permet de rejoindre un auditoire plus large, donc de mieux faire son travail auprès d'un plus grand nombre de personnes; les conservateurs considèrent souvent de telles pratiques, au contraire, comme un asservissement au mercantilisme (Marcotte, 2008 : 22).

Le discours dominant des journalistes se rapprochait davantage du pôle innovateur, tout en restant relativement près du centre. Étant donné qu'un nombre significatif d'entre eux pensent que l'offre journalistique doit d'abord et avant tout répondre à la demande, ils ont été nombreux à tenir un discours lié à la responsabilisation des citoyens. Selon eux, si le journalisme tel qu'il se pratique actuellement doit s'améliorer, cela proviendra d'un changement dans la nature de la demande médiatique. Celle-ci « détermine, en partie du moins, le type d'information produite; le public, fortement attiré par les nouvelles sensationnalistes, demande conséquemment une information sensationnaliste, dont il justifie à rebours la production » (Marcotte, 2008 : 97). Selon cette conception du journalisme, par leur consommation de nouvelles politiques, il se pourrait que les citoyens contribuent à façonner une offre médiatique qui ne correspond pas nécessairement à ce que la démocratie québécoise a besoin pour fonctionner efficacement :

[Les] cotes d'écoute [...] sont tributaires des goûts exprimés par un public apathique qui se désintéresse de la politique et qui préfère être diverti lorsqu'il regarde un bulletin de nouvelles. La concurrence entre diffuseurs publics et privés devient de plus en plus forte face aux demandes des citoyens. Cette situation conduit alors à une uniformisation des contenus des reportages et à un nivellement de la qualité de l'information politique qui ne peut qu'accélérer la montée du cynisme des citoyens envers les acteurs politiques (Nadeau et Giasson, 2003 : 21).

Étant donné que de manière indirecte, les citoyens jouent un rôle dans la construction de l'offre de nouvelles politiques qui leur sont présentées, que la nature de cette offre déforme la réalité politique et rend difficile la transmission par les acteurs politiques de leurs positions et de leurs messages, il est pertinent d'analyser le rôle que peuvent jouer les citoyens dans la dynamique complexe qui entraîne le cynisme politique.

3. LES CITOYENS ET LEUR PERCEPTION DE LA POLITIQUE

Après avoir identifié les facteurs contribuant au cynisme envers la politique qui sont liés aux acteurs politiques et aux médias, il reste une catégorie d'acteurs à considérer : les citoyens. Dans les entrevues réalisées, les répondants ont peu parlé de la responsabilité des citoyens par rapport au cynisme. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que leurs fonctions de journaliste ou de députés les placent en quelque sorte en position de dépendance par rapport au public. Pour cette raison, ils étaient peut-être moins à l'aise d'aborder le rôle des citoyens.

Une vaste enquête a été réalisée auprès de 110 personnes ayant accès à l'espace public à propos de leur perception de la démocratie (Gingras et *al.*, 2008). Les répondants provenaient surtout du monde des médias, du milieu politique, de groupes communautaires, ainsi que des sphères économiques et syndicales. Ils ont été très critiques du rôle démocratique joués par les citoyens : « 43 acteurs sociaux (39 %) croient [que le citoyen ne joue pas son rôle] et 38 (35 %) affirment qu'il le joue « moyennement » (Gingras et *al.* 2008 : 34). Étant donné que des responsabilités accompagnent le droit de s'exprimer démocratiquement, et que celles-ci dépassent le simple fait de se rendre aux urnes, ces résultats soulèvent la possibilité que certains citoyens pourraient contribuer de manière plus efficace à freiner le cynisme.

Nous analyserons trois éléments liés aux citoyens qui sont présents dans la dynamique conduisant au cynisme : le caractère plutôt individualiste d'une partie importante des citoyens, le fait qu'il y a place à l'amélioration dans leur capacité d'appréciation des choix politiques, ainsi que la généralisation trop rapide du manque d'éthique de certains élus à l'ensemble des politiciens.

3.1. *Le caractère individualiste de la citoyenneté démocratique moderne*

Un certain nombre d'auteurs accusent l'individualisme, qui occupe une place grandissante dans les sociétés occidentales depuis environ trente ans (Gauchet, 2008 : 70), d'être en partie responsable du cynisme des citoyens envers la politique. Fournier et Reuchamps (2008 : 4) résument ces critiques de la manière suivante :

D'une manière générale, c'est la politique dans son ensemble et les « politiciens » qui sont remis en cause par nombre de citoyens. Les faibles taux de confiance – que ce soit envers les institutions ou les personnalités politiques – témoignent de cette remise en question, même si les médias, par exemple, n'échappent pas non plus à la critique. Une transformation sociétale transcende ces différentes évolutions dans les processus de plus en plus généralisés d'individualisation. D'un animal social et politique, l'individu serait devenu, en quelques décennies, un animal individuel, replié sur lui-même et peu enclin à prendre part à la vie collective, qu'elle soit sociale ou politique.

Selon Flinders, trop d'importance aurait été accordée aux droits individuels des citoyens dans leurs rapports avec la démocratie. De ce fait, la société de consommation dans laquelle ils vivent aurait amené une partie d'entre eux à se considérer comme des consommateurs avant d'être des citoyens (Flinders, 2010 : 318). C'est la raison pour laquelle Taylor avance que, appliquée à la démocratie, « l'idée selon laquelle le client est roi [est devenue] l'électeur est roi³ » (2012, traduction libre : 686).

Cette situation comporte des défis importants pour la démocratie représentative. Telle qu'elle est pratiquée au Québec, la démocratie représentative consiste à demander aux électeurs d'élire un candidat représentant généralement un parti politique, sur la base du programme présenté par ce parti. Le programme doit avoir une portée globale, en proposant une ou des positions par rapport au plus grand nombre d'enjeux sociétaux que possible. Il doit par ailleurs tenter de réconcilier des intérêts pour la plupart du temps divergents, et souvent irréconciliables.

³ « the notion that the consumer is always right becomes the voter is always right ».

L'attention des citoyens se porte quant à elle sur un nombre limité d'enjeux sur lesquels les partis politiques prennent position, ce qui est tout-à-fait normal étant donné la vaste étendue des défis auxquels toute société est confrontée. Cependant, ils en viennent parfois à considérer que la réponse que les partis politiques donnent à leurs préoccupations est insatisfaisante, parce qu'incomplète ou trop limitée. C'est la raison pour laquelle on observe une participation croissante des citoyens dans les groupes de pression et les autres formes de collectifs (Riddell, 2010 : 639). À ce sujet

[...] nombre de chercheurs ont relevé que la participation est devenue moins institutionnalisée, plus ponctuelle et concrète, plus en réseau et, finalement, plus individualisée. Si les partis et les mouvements politiques ne font plus recette, diverses formes de collectifs recueillent un certain succès [...]. Ce qui ressort singulièrement de ces nouvelles formes d'engagement est la volonté de détachement vis-à-vis de la politique et de ce qui la symbolise (Fournier et Reuchamps, 2008 : 5).

Il faut nous réjouir de la participation des citoyens dans ces groupes qui prennent part au jeu démocratique en contribuant à transmettre aux élus leurs préoccupations sur des enjeux importants. Par contre, il est possible que les citoyens apprécieraient davantage les décisions politiques s'ils reconnaissaient mieux l'existence nécessaire, de manière complémentaire aux actions entreprises par ces groupes, d'une institution (le parti politique formant le gouvernement) devant prendre une décision finale en tranchant en faveur de ce qu'elle considère comme le bien commun (Rosanvallon, 2006). Il est impossible pour les partis politiques d'agrèger les revendications de l'ensemble des groupes de manière à tous les satisfaire. Alors que les politiciens sont critiqués pour ne pas toujours répondre aux demandes du public, force est d'admettre que l'opinion publique est éclatée et qu'il est souvent difficile d'en arriver à des solutions constituant de larges consensus. Si le sentiment d'appartenance à la collectivité s'était moins effrité, il est probable que les citoyens reconnaîtraient davantage la légitimité de l'ensemble des intérêts et des opinions sur des enjeux qui sont de moindre importance pour eux ou auxquels ils s'opposent, ainsi que le rôle ardu mais nécessaire du parti politique formant le gouvernement dans la prise de décision finale. Effectivement, la nature de la politique, ce n'est pas seulement d'être à l'écoute des citoyens. Cela comprend également, de

manière inévitable, le rejet de demandes spécifiques (Flinders, 2010 : 315). C'est ce qui conduit Stoker à affirmer que la politique est « destinée à décevoir » puisqu'elle consiste à aboutir à des décisions collectives issues d'intérêts multiples et en compétition (Stoker, 2006 :1).

Dans un autre ordre d'idées, il est plausible que la montée de l'individualisme s'est accompagnée d'une baisse de l'importance accordée aux responsabilités démocratiques. Pour Charles Taylor, c'est ce qui serait la cause de la crise de confiance de la démocratie (Paré, 1995 : 27). Chez certains citoyens, la déresponsabilisation peut se concrétiser par l'attente d'un leader faisant son entrée sur la scène politique et qui arriverait à régler la majorité des problèmes qui affectent la société (Flinders, 2010 : 324). Selon Warren (2012 : 52), cette prédisposition serait encore plus prononcée chez les groupes minoritaires tels que les Québécois : « Ils accueillent plus volontiers des personnalités providentielles qui échappent aux luttes partisans traditionnelles et qui promettent de souder ensemble les citoyens hors d'une politique par nature divise et conflictuelle ». Cependant, de trop grandes attentes peuvent mener à des déceptions bien amères. Le fait que des citoyens transfèrent une partie de leurs responsabilités sur les épaules d'un politicien en qui ils fondent beaucoup d'espoir, aussi charismatique soit-il, peut contribuer au cynisme s'ils finissent par réaliser qu'il n'est pas radicalement différent de ceux qui l'ont précédé (Riddell, 2010 : 548).

Au contraire, si davantage de citoyens assumaient plus efficacement certaines de leurs responsabilités, ils seraient sûrement en mesure de mieux contribuer au bon fonctionnement de la démocratie. Parmi ces responsabilités figure celle de bien s'informer, afin que les connaissances politiques soient le plus largement partagées que possible. Cela permettrait aux électeurs de voter de manière plus cohérente avec leurs valeurs et pourrait améliorer leur compréhension de certains choix politiques effectués par les élus.

3.2. *La capacité d'appréciation des choix politiques*

Une grande partie des citoyens sont insatisfaits des positions et des actions des acteurs politiques, en particulier de ceux qui gouvernent. Cependant, l'appréciation des choix politiques par les citoyens peut être facilitée lorsqu'ils démontrent un certain niveau de connaissances politiques, ce que des auteurs comme William Galston ont désigné de manière plus large de « compétences civiques ». Selon lui, les compétences civiques sont liées à « la volonté et la capacité de s'impliquer dans le discours public et d'évaluer la performance de ceux qui occupent des postes [politiques] » (Milner, 2004 : 15). Dans une large étude comparative sur le sujet, Henry Milner (2004) tente d'opérationnaliser les deux dimensions du concept de compétences civiques, c'est-à-dire « la capacité se manifestant sous la forme de connaissances politiques, et la volonté sous celle de la participation politique » (Milner, 2004 : 15).

Selon Milner, il y aurait plusieurs effets vertueux lorsque que les citoyens démontrent un niveau élevé de compétences civiques. Au niveau individuel, cela permet aux citoyens de faire des choix politiques qui sont plus conformes à leurs valeurs (Milner, 2004 : 74). Au niveau sociétal, cela favorise l'atteinte de « compromis complexes » en ce qui a trait à l'importance devant être accordée à l'égalité des citoyens par rapport à la compétitivité économique (Milner, 2004 : 26). De cette manière, si les Québécois disposaient d'un certain niveau de compétences civiques, cela pourrait contribuer au bon fonctionnement de la démocratie québécoise.

En ce qui a trait à la dimension de la participation politique, les Québécois démontrent généralement un plus grand intérêt que les citoyens du reste du Canada. Ils présentent des taux de participation électorale plus élevés, et ce, à tous les paliers de gouvernance. Ils sont également plus susceptibles d'être membre d'un parti politique ou d'un syndicat (Milner, 2004 : 306, 312). La participation tout-à-fait exceptionnelle de près de 94 % des électeurs lors du référendum de 1995 s'inscrit dans cette particularité québécoise.

Plusieurs répondants des entrevues que j'ai réalisées avaient tendance à ramener le rôle démocratique des citoyens à sa seule dimension électorale, c'est-à-dire le taux de participation. La deuxième dimension du concept de compétences civiques, les connaissances politiques, apporte un éclairage complémentaire sur le débat entourant le rôle des citoyens en démocratie.

En considérant des études sur les connaissances politiques effectuées dans différents pays, Milner (2004) tente d'identifier les sources d'information qui favorisent avec le plus d'efficacité une citoyenneté éclairée. De nombreuses études en arrivent à la conclusion qu'il existe une corrélation négative entre l'écoute de la télévision et les connaissances politiques, contrairement à une corrélation positive pour ce qui est de la lecture des journaux (Newton, 1999 : 52 ; Bennett et *al.*, 1995 : 32 ; Mcleod et Perse, 1994 : 440). Norris (1996 : 478) est arrivée à des conclusions similaires, même lorsque les variables liées à l'environnement social étaient contrôlées. Finalement, la corrélation entre la lecture des journaux et la rétention des connaissances a été confirmée au Québec par une enquête du Centre d'études sur les médias : « [...] ceux qui font une bonne place aux quotidiens payants et aux hebdomadaires parmi leurs sources d'information ont retenu davantage d'informations que ceux qui s'en remettent plutôt aux autres médias » (2009 : 16).

Des études plus poussées seraient nécessaires pour évaluer les effets différenciés des multiples journaux, articles, chaînes de télévision et types d'émissions, afin de mieux refléter l'importante diversité de l'univers médiatique. Néanmoins, il est difficile d'ignorer les nombreuses études étant arrivées aux mêmes résultats, à savoir que d'une manière générale, la télévision a un impact négatif sur les connaissances politiques, alors que les journaux ont un impact positif.

En ce qui a trait aux habitudes d'information des Québécois, il y aurait place importante à l'amélioration. En effet, ils lisent 22 % moins de journaux que les Canadiens des autres provinces et passent 18 % plus de temps devant la télévision (Milner, 2004 : 312). Bernard Drainville a évoqué l'impact positif que pourrait avoir une amélioration de la

quête d'informations des Québécois : « Il faut que le citoyen s'intéresse à la chose publique, qu'il ne se contente pas de surfer sur des préjugés mais qu'il s'informe, parce que s'il est mieux informé, je pense qu'éventuellement, sa perception des choses va changer ». Si les habitudes d'information s'amélioreraient, cela pourrait avoir un effet sur le niveau de connaissances politiques des citoyens. Ils réaliseraient possiblement avec plus de facilité l'ensemble des défis liés à la gouvernance, ce qui constituerait un rempart contre le développement du cynisme.

Les politiciens, et surtout ceux qui sont au pouvoir, doivent établir des priorités politiques dans un contexte où les ressources sont limitées. La société québécoise moderne est de plus en plus hétérogène et les appartenances identitaires de ses citoyens sont plus complexes que jamais. Cela fait en sorte qu'elle est traversée par une multitude de clivages politiques. Dans ce contexte, « [l'adoption] de normes sociales qui font l'unanimité est un défi presque insurmontable » (Venne, 2011 : 196). Les politiciens doivent donc tenter d'en arriver à des compromis complexes, tout en ayant des contraintes importantes qui pèsent sur eux.

Parmi les contraintes les plus importantes venant restreindre l'autonomie décisionnelle, on retrouve les tendances démographiques ainsi que les cycles économiques. Cela est d'autant plus vrai dans un contexte où l'économie mondiale est de plus en plus globalisée (Webb, 2005 : 637-638). Or, les connaissances politiques contribuent à sensibiliser les citoyens à ces contraintes, ce qui est important pour qu'ils apprécient à leur juste valeur les choix qui sont effectués par les élus. Il arrive également à certains de percevoir les compromis auxquels les politiciens aboutissent comme une trahison de leurs principes, alors qu'il peut s'agir au contraire de la réconciliation d'intérêts divergents (Riddell, 2010 : 548).

3.3. *La généralisation hâtive du manque d'éthique de certains élus à l'ensemble de la classe politique*

Le manque d'éthique est l'un des principaux reproches adressés aux politiciens par les citoyens. En effet, 80 % des répondants ont évoqué le manque d'intégrité dans le sondage d'Angus Reid pour *La Presse* afin d'expliquer leur cynisme (Gagnon, 2010). Bien que les scandales politiques ne datent pas d'hier et qu'ils ont touché la majorité des régimes politiques des sociétés démocratiques modernes, le Québec a connu au cours des dernières années toute une série d'événements de nature à faire diminuer la confiance de la population envers les élus : corruption, financement politique illégal, détournement de fonds publics, etc. L'objectif de cette partie n'est pas du tout d'excuser les actes des politiciens ayant eu des comportements répréhensibles. Cependant, il est tendancieux de généraliser le manque d'éthique de certains élus à l'ensemble de la classe politique. C'est notamment ce qu'ont affirmé de nombreux élus et ex-élus dans l'enquête de Boisvert (2009 : 21).

Il arrive parfois à certains citoyens d'essentialiser la classe politique, de faire comme si les politiciens formaient un groupe homogène possédant tous la même déviance éthique, en faisant une abstraction totale de leurs mérites respectifs (Riddell, 2010 : 556). La classe politique constitue une réalité extrêmement éclatée. Il est injuste que lorsqu'un scandale politique survient et prend d'assaut les télévisions et les premières pages des journaux, le réflexe, même inconscient, des citoyens soit de penser que le manque d'éthique constitue un attribut intrinsèque des politiciens. Dans l'enquête de Boisvert (2009 : 19, 94), plusieurs répondants ont souligné la différence qui existe entre la perception d'un politicien en particulier et de la classe politique en tant que construction sociale. Gérard Deltell résume cela de la manière suivante :

Je veux faire une distinction entre la classe politique et le politicien parce que : « on sait bien que vous autres les politiciens vous n'êtes pas bons mais mon député, moi, je le connais, il est correct lui ». Ça c'est 90 % des gens qui disent ça. Quiconque connaît un politicien le trouve bon, généralement parlant, « [...] la classe politique ça

ne vaut rien, mais le politicien que je connais, lui il est quelqu'un », puis ça c'est vrai dans n'importe quel parti politique.

Dancey a démontré que lorsque survient un scandale politique, les individus les plus cyniques ont tendance à juger plus négativement le comportement des élus en cause (2012). Cette attitude s'explique par le fait que « les croyances à propos d'un groupe peuvent structurer l'interprétation d'informations à propos du comportement d'un individu de ce groupe⁴ » (Dancey, 2012, traduction libre : 414). Cela peut avoir des conséquences importantes sur la montée du cynisme. Si les individus présentant des niveaux de cynisme plus élevés ont tendance à être plus sévères lorsqu'ils jugent les élus impliqués dans un scandale politique, cela crée un effet d'entraînement qui n'est pas conforme à la réalité politique. Étant donné que les citoyens cyniques semblent en quelque sorte prédisposés à porter des jugements hâtifs, il est plus difficile pour eux de mettre les choses en perspective et d'apprécier les élus d'une manière générale. Henri Lamoureux (2012) nous met en garde contre le danger de la généralisation hâtive :

si nous devons nous réjouir d'avoir le courage de purger notre société des dérives criminelles qui la minent, il faut par contre se méfier d'une autre dérive consistant à éroder systématiquement la confiance que l'on doit avoir les uns envers les autres et envers nos institutions. La cohérence éthique impose une obligation de discernement. Elle appelle à la responsabilisation de chacune et de chacun.

Il en appelle donc au jugement des citoyens pour faire la part des choses et ainsi contribuer à retrouver le climat de confiance qu'il doit y avoir dans une société démocratique.

⁴ « beliefs about a group can structure the interpretation of information about the behaviour of an individual in that group ».

CONCLUSION

Le cynisme des citoyens envers la politique est issu d'une dynamique complexe et constitue un défi majeur pour lequel il n'existe pas de solution simple. Les politiciens utilisent un certain nombre de pratiques qui nuisent à une perception positive de leur fonction par les citoyens. Cependant, ils sont en compétition constante et la tentation est grande pour eux d'en faire usage. Les médias ne transmettent pas toujours aux citoyens la complexité décisionnelle à laquelle les élus sont confrontés et présentent surtout les aspects négatifs de la politique. Par ailleurs, les médias offrent aux citoyens les nouvelles qui font vendre les journaux et grimper les cotes d'écoute. De meilleures habitudes d'information permettraient à plusieurs citoyens de mieux comprendre la difficulté de régler les différents problèmes auxquels la société est confrontée. Cela aurait également pour effet d'améliorer la qualité de la demande médiatique, et celle de l'offre médiatique par le fait même. Ainsi, les politiciens pourraient communiquer plus efficacement leurs messages et le débat démocratique s'améliorerait.

La démocratie doit sans cesse être entretenue et doit se mériter. La politique, telle qu'elle se pratique présentement, est imparfaite. Cependant, la situation actuelle est loin d'être aussi déplorable que certains peuvent le penser. Afin d'apprécier davantage la politique et réduire le cynisme, il est primordial de réduire le fossé entre ce que nous en attendons et ce qu'elle peut réellement nous apporter (Flinders, 2010 : 315). Un grand nombre de facteurs structurels ont pour résultat de hausser les attentes des citoyens : la surenchère électorale, l'attente d'un leader ayant la solution à tout, le manque de reconnaissance des contraintes auxquelles les politiciens sont confrontés, etc. Au contraire, une autre série de facteurs structurels empêchent les citoyens d'apprécier à sa juste valeur ce qui est réalisé par les élus : la politique négative, la couverture négative, la généralisation hâtive du manque d'éthique des élus, etc. La diminution du niveau actuel de cynisme envers la politique devra inévitablement passer par une réduction de ce fossé.

Bilakovics (2012) remarque que le niveau de cynisme n'est que très peu influencé par des événements conjoncturels tels que l'état de l'économie ou les scandales politiques. Il

soulève donc la possibilité que le cynisme envers la politique ferait désormais partie de la culture démocratique moderne et que les citoyens auraient tout simplement un préjugé négatif envers la politique. Si tel est le cas, nous nous devons d'être prudents quant à l'espoir que certains placent dans la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes démocratiques. Par exemple, Venne (2011) estime que c'est notamment par l'augmentation de la participation citoyenne que nous réglerons le problème du cynisme. Or, si le problème était en fait culturel, de telles réformes pourraient n'avoir que de maigres résultats. D'ailleurs, Hibbing et Theiss-Morse (2002) ont démontré qu'il n'est pas certain qu'une majorité de citoyens désirent participer davantage au processus décisionnel. Un plus grand nombre de canaux de participation pourrait toutefois répondre aux attentes de ceux que Gingras et *al.* (2008 : 34) appellent la « minorité active ». Ce sont les citoyens qui sont extrêmement dynamiques au sein de la sphère sociale, entre autres par leur implication dans les groupes sociocommunautaires, et qui désirent que leurs revendications soient davantage prises en considération dans le processus décisionnel.

Étant donné que le cynisme a des racines profondes et qu'il se perpétue grâce à des attitudes et des pratiques qui sont bien implantées, la solution se trouve donc peut-être dans un changement en profondeur de la culture citoyenne, en offrant le plus tôt possible dans le parcours scolaire des cours d'éducation à la citoyenneté (Milner, 2004 ; Hibbing et Theiss-Morse : 2002). Les élèves pourraient être conscientisés aux grands défis auxquels est confronté le Québec. Ils pourraient y apprendre le fonctionnement des institutions démocratiques et seraient amenés à s'intéresser à l'actualité ainsi qu'aux positions des acteurs politiques sur différents enjeux. À long terme, c'est peut-être ce qui serait le plus efficace pour réduire le fossé des attentes et diminuer le niveau de cynisme actuel.

Il est important que petit à petit, les citoyens retrouvent confiance en leurs élus. L'opinion défavorable de la population envers les politiciens décourage des candidats de grande valeur à se présenter en politique. Il faut briser cette spirale qui nuit grandement à la santé démocratique du Québec.

BIBLIOGRAPHIE

- BASTIEN, Frédérick et al. « Les parlementaires de l'Assemblée nationale et les médias : consommation et perception », *Cahiers-Médias*, 21, 2011, 85 p.
- BATEMAN, Thomas M. J. « Review of Cappella, Joseph N.; Jamieson, Kathleen Hall, *Spiral of Cynicism: The Press and the Public Good* », H-Net Reviews, 1999 [En ligne] <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=2784> (Page consultée le 21 avril 2013).
- BENNETT, Stephen E. et al. « The Impact of Mass Media Exposure on Citizens' Knowledge of Foreign Affairs: A Five Nation Study ». Congrès annuel de l'Association américaine de science politique, Chicago, 1995.
- BERNIER ARCAND, Philippe. *Je vote moi non plus. Pourquoi les politiciens sont les seuls responsables du cynisme et de la désaffection politique*, Montréal, Amérik Média, 2009, 126 p.
- BILAKOVICS, Steven. *Democracy without Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, 303 p.
- BOISVERT, Yves. *La face cachée des élus. Engagement, responsabilité et comportement éthique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 150 p.
- BRETTSCHEIDER, Frank. « Negative Campaigning », dans DONSBACH, Wolfgang (sous la direction de), *International Encyclopedia of communication*, Blackwell Publishing, 2008, [En ligne] http://www.communicationencyclopedia.com.ezproxy.bibl.ulaval.ca/subscriber/tocnode.html?id=g9781405131995_chunk_g978140513199519_ss4-1 (Page consultée le 11 mai 2013).
- CAPPELLA, Joseph N. et JAMIESON, Kathleen H. *Spiral of cynicism: The Press and the Public Good*, New York, Oxford University Press, 1997, 325 p.
- CARPER, Alison. « Marketing News », dans NORRIS, Pippa (sous la direction de), *Politics and the Press : The News Media and their Influences*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1997 : 45-66.
- CENTRE D'ÉTUDES SUR LES MÉDIAS. *Comment les Québécois s'informent-ils?* Centre d'études sur les médias, Sainte-Foy, 2010, 131 p.
- CITRIN, Jack. « The political relevance of trust in government », *American Political Science Review*, (68), 1974 : 973-987.
- CÔTÉ, Olivier. *Politiciens, médias et cynisme politique des citoyens. Analyse comparative du discours politique et des couvertures médiatiques des débats des chefs québécois de 1962 et de 2003*, Assemblée nationale du Québec, Fondation Jean-Charles-Bonenfant, 2012, 61 p.

CROP et LA CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DÉMOCRATIE ET LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES. *Baromètre citoyen des institutions politiques*, Crop, novembre 2011.

DANCEY, Logan. « The Consequences of Political Cynicism: How Cynicism Shapes Citizens' Reactions to Political Scandals », *Political Behavior*, 34(3), 2012 : 411-423.

DE VREESE, Claes H. « Political Cynicism », dans DONSBACH, Wolfgang (sous la direction de), *International Encyclopedia of communication*, Blackwell Publishing, 2008, [En ligne] http://www.communicationencyclopedia.com.ezproxy.bibl.ulaval.ca/subscriber/tocnode.html?id=g9781405131995_chunk_g978140513199521_ss55-1 (Page consultée le 11 mai 2013).

ENTMAN, Robert. *Democracy without Citizens: Media and the Decay of American Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 232 p.

FINDERS, Matthew. « In Defence of Politics », *The Political Quarterly*, 81(3), 2010 : 309-326.

FOURNIER, Bernard et Min REUCHAMPS. « Représentations et participations politiques », *Politiques et sociétés*, 27(3), 2008 : 3-11.

GAGNON, Katia. « Les électeurs du Québec sont découragés, rebutés, désabusés », *La Presse*, 7 mai 2010, [En ligne], <http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201005/06/01-4277983-les-electeurs-du-quebec-sont-decourages-rebutes-desabuses.php> (Page consultée le 25 janvier 2013).

GAUCHET, Marcel. « Crise dans la démocratie », *La revue lacanienne*, 2(2), 2008 : 59-79.

GINGRAS, Anne-Marie et al. « Les représentations sociales de la démocratie: réflexivité, effervescence et conflit », *Politique et Sociétés*, 27(2), 2008 : 11-40.

GUAY, Jean-Herman. « Pour les partis politiques, rien ne va plus! » dans FAHMY, Miriam (sous la direction de), *L'état du Québec 2012*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2012 : 126-133.

GUERRIEN, Bernard. « JEUX (THÉORIE DES) », *Encyclopaedia Universalis* [En ligne] <http://www.universalis-edu.com.ezproxy.bibl.ulaval.ca/encyclopedie/theorie-des-jeux/> (Page consultée le 11 mai 2013).

HIBBING, John R. et Elizabeth THEISS-MORSE. *Stealth Democracy: Americans' Beliefs About How Government Should Work*, New York, Cambridge University Press, 2002, 285 p.

- LAMOUREUX, Henri. « Du mauvais usage de l'éthique », *Le Devoir*, 15 décembre 2012 [En ligne] <http://www.ledevoir.com/societe/ethique-et-religion/366471/du-mauvais-usage-de-l-ethique> (Page consultée le 15 avril 2013).
- LILLEKER, Darren G. et Jennifer LEES-MARSHMENT. *Political Marketing: A Comparative Perspective*. Manchester University Press, 2005, 256 p.
- MAAREK, Philippe J. « Political Marketing », dans DONSBACH, Wolfgang (sous la direction de), *International Encyclopedia of communication*, Blackwell Publishing, 2008, [En ligne] http://www.communicationencyclopedia.com.ezproxy.bibl.ulaval.ca/subscriber/tocnode.html?id=g9781405131995_chunk_g978140513199521_ss62-1 (Page consultée le 11 mai 2013).
- MARCOTTE, Philippe. *La qualité du journalisme vue par ceux qui le pratiquent*, Centre d'études sur les médias, Sainte-Foy, 2008, 116 p.
- MCLEOD, Douglas M. et Elizabeth M. PERSE. « Direct and Indirect Effects of Socioeconomic Status on Public Affairs Knowledge », *Journalism Quarterly*, 71, 1994 : 433-442.
- MILLER, A. H. « Political issues and trust in government: 1946-1970 », *American Political Science Review*, 68, 1974 : 951-972.
- MILNER, Henry. *La compétence civique. Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*, Saint-Nicolas, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 388 p.
- NADEAU, Richard, et al. « Election Campaigns as Information Campaigns: Who Learns What and Does it Matter », *Political Communication*, 25(3), 2008 : 229-248.
- NADEAU, Richard et Thierry GIASSON. « Les médias et le malaise démocratique au Canada », *Institut de recherche en politiques publiques*, 9(1), 2003, 32 p.
- NEWTON, Kenneth. « Mass Media Effects: Mobilization or Media Malaise? », *British Journal of Political Science*, 29(4), 1999 : 577-599.
- NORRIS, Pippa. « Does Television Erode Social Capital? A Reply to Putnam », *PS: Political Science and Politics*, 29(3), 1996 : 474-480.
- PARÉ, Jean. « Un incroyable ras-le-bol », *L'Actualité*, 20(19), 1^{er} décembre 1995 : 25-31.
- PATTERSON, Thomas. « The News Media: An Effective Political Actor? », *PS: Political Science & Politics*, 29(1), 1996 : 445-455.

- PÉTRY, François. « Les partis tiennent-ils leurs promesses », dans PELLETIER, Réjean (sous la direction de), *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle*, Canada, Les Presses de l'Université Laval, 2012 : 195-223.
- PÉTRY, François et Benoît COLLETTE. « Le gouvernement Charest a-t-il respecté ses promesses? », dans PÉTRY, François, BÉLANGER, Éric et Louis M. IMBEAU (sous la direction de), *Le Parti Libéral. Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, Lévis, Les Presses de l'Université Laval, 2006 : 83-101.
- RIDDELL, Peter. « In Defence of Politicians: In Spite of Themselves », *Parliamentary Affairs*, 63(3), 2010 : 545-557.
- ROSANVALLON, Pierre. *La contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006, 344 p.
- STOKER, Gerry. *Why Politics Matters: Making Democracy Work*, London, Palgrave, 2006, 232 p.
- TREMBLAY, Pierre P. et Guy LACHAPELLE. *Le Contribuable : héros ou malfaiteur?* Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1996, 126p.
- VENNE, Michel. « Des citoyens responsables », *Télescope*, 17(1), 2011 : 194-212.
- WARREN, Jean-Philippe. « Au bout du chemin: la fin du messianisme politique au Québec? » dans FAHMY, Miriam (sous la direction de), *L'état du Québec 2012*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2012 : 51-56.
- WEBB, Paul. « Political Parties and Democracy: The Ambiguous Crisis », *Democratization*, 12(5), 2005 : 633-650.
- ZUSSMAN, David. « Do Citizens Trust Their Governments? », *Canadian Public Administration*, 40(2), 1997 : 234-254.